

## Crise démocratique et coup d'État au Venezuela



Par Mauricio R. Alfaro

Ph.D. en sciences politiques Université du Québec à Montréal, Canada  
Avec Afrology.com

### Introduction

La crise démocratique au Venezuela est actuellement une des plus profondes en Amérique latine. Pour tenter de comprendre cette situation, nous suivrons la stratégie suivante : le cheminement des acteurs politiques traditionnels et leur déroute progressive, de même que l'entrée en scène subséquente de nouvelles forces politiques seront situés au centre de l'analyse.

La méthode pour comprendre ce contexte semble être guidée par deux étapes : l'une ascendante et l'autre descendante. La première a eu lieu avec le pacte politique de « Punto Fijo » en 1958 qui a garanti à ce pays une stabilité institutionnelle de quarante ans ! (Ce qui faisait du Venezuela un îlot au milieu des grandes crises politiques de l'Amérique latine des dernières décennies). Par la suite, ce processus est entré dans une phase de décadence. Pour l'analyse, ce qui mérite d'être observé, c'est que cette descente a eu sa contrepartie : la montée en puissance des nouvelles forces politiques. Le Venezuela se trouve, ainsi, au milieu d'une lutte impitoyable entre l'ancien régime et le nouveau.

Pour tenter de comprendre ce conflit, nous poserons les questions suivantes : comment se fait-il que les acteurs politiques de la phase ascendante aient perdu leur hégémonie politique et provoqué une méfiance et un mécontentement populaires profonds ? Cette dégradation a favorisé la montée en puissance d'un nouveau bloc politique qui est devenu, par la suite, le noyau d'une nouvelle hégémonie. Comment peut-on expliquer cette réussite ? Le 11 avril 2002, les élites traditionnelles du Venezuela ont, à travers un coup d'État, tenté de renverser le régime en place. Pourquoi ont-elles choisi cette voie ?

Au centre de ces bouleversements, un fait paraît essentiel : au Venezuela, deux visions sur la démocratie s'affrontent radicalement. Notre objectif est d'enquêter sur les sources théoriques de cette dispute et de là, examiner concrètement le cas vénézuélien. Toutefois, la crise démocratique vénézuélienne ne semble pas avoir une existence isolée des autres qui ont lieu en Amérique latine. Cette étude tentera donc d'établir les similitudes qui peuvent exister entre une dynamique et l'autre. Le but est de situer notre problématique dans un contexte plus général, que nous appelons : transition dans la transition.

Cette transition dans la transition signifie, d'après notre analyse, qu'en Amérique latine, les élites politiques ont tenté d'instaurer des régimes néolibéraux de démocratie formelle. Cet objectif ne semble pas avoir été réussi et, au contraire, ces régimes paraissent, l'un après l'autre, être tombés dans des processus de perte d'hégémonie. Cette situation a créé un fait historique très important pour la région : l'apparition de nouvelles forces politiques qui proposent un autre modèle de démocratie. C'est ici, justement, que se produirait le conflit qui, comme c'est le cas au Venezuela, atteint des niveaux terrifiants de violence. Le coup d'État du 11 avril 2002 est là pour en témoigner. Quelle peut être la source qui alimente ces antagonismes ?

### **1. Sur le paradigme démocratique : débats théoriques et enjeux politiques**

Selon Guy Hermet, la démocratie est une construction symbolique où la souveraineté populaire est reconnue ; elle est pourtant abstraite et sa pratique effective est déléguée dans un pouvoir qui est censé « fonctionner en son nom et à son bénéfice » (1993, p. 21). En Occident, ce type d'organisation politique a été instauré lorsque « l'État libéral fut démocratisé et, par le fait même, la démocratie devint libérale » (Macperson 1976, p. 5). C'est ainsi que sont nées les sociétés de démocratie libérale.

Norberto Bobbio est de l'avis que la relation État libéral et démocratie est complexe et tout autre que linéaire. Pour lui, le libéralisme est une conception déterminée de l'État où son pouvoir et ses fonctions sont limités et, comme tel, il « s'oppose tant à l'État absolu qu'à l'État que nous appelons aujourd'hui social » (1996, p. 11). Pour Bobbio, un État libéral n'est pas nécessairement démocratique et, historiquement, il se réalise plutôt dans des sociétés où la participation au gouvernement est très restreinte, limitée aux classes possédantes. « Un gouvernement démocratique, semble conclure cet auteur, ne donne pas nécessairement vie à un État libéral : au contraire, l'État libéral classique a été mis en crise par le processus de démocratisation progressif produit par élargissement graduel du suffrage jusqu'au suffrage universel » (p. 11-12).

De l'exposé de Bobbio, nous déduisons un fait essentiel du paradigme démocratique : il est traversé par une antithèse source de deux formes d'État : le

libéral et le démocratique. Le premier est celui qui propose de restreindre son pouvoir. Tandis que le deuxième conseille sa distribution, son extension. Ces concepts opposés fondent, par la force de leur contenu,

deux écoles de pensée et deux sensibilités militantes (qui) s'affrontent sur ce plan, les premières concevant la démocratie comme un pur mécanisme de gouvernement dépourvu de visée sociale ou historique, et les secondes l'interprétant au contraire moins comme un agencement institutionnel que comme un projet de société destiné à promouvoir l'accomplissement aussi bien personnel que collectif de tous les citoyens (Hermet, 1993, p. 22-23).

Le paradigme démocratique se révèle être le porteur d'une antithèse qu'il faut, selon Kelsen (1988), avoir à l'esprit pour sa compréhension profonde. C'est elle qui est fondée sur deux conceptions et sur deux sensibilités militantes, qui propulse la démocratie en un mouvement contradictoire et conflictuel. Cette dynamique, comment s'alimente-t-elle ?

Selon Étienne Balibar, « Cette contradiction très profonde s'alimente à plusieurs évidences qui sont rarement mises en question : en particulier que l'égalité serait essentiellement d'ordre économique et social alors que la liberté serait avant tout d'ordre juridico-politique » (1992, p. 124-125). Le lieu où cette contradiction prend forme et contenu, c'est l'État qui dès lors se caractérise par deux tendances : l'une fondée sur l'égalité qui propose son intervention « parce qu'elle est essentiellement de l'ordre d'une redistribution, alors que la préservation de la liberté (c'est-à-dire l'autre tendance) serait liée à la limitation de cette intervention, voire à la défense permanente contre ses effets « pervers » » (Idem, p. 125).

C'est dans l'État que prend donc forme « la différence du « formel » et du « réel » (ou du « substantiel ») des droits [...]. La représentation de l'égalité comme un enjeu exclusivement collectif, alors que la liberté (en tout cas la « liberté des modernes ») serait essentiellement liberté individuelle, même dans l'ordre des libertés publiques (qu'il conviendrait alors de penser essentiellement comme garanties publiques des libertés privées) » (Idem).

Selon ces différentes approches, l'État, ses lois, ses institutions et ses mécanismes de fonctionnement ne semblent ni neutres ni planer au-dessus des intérêts des individus. L'État qu'il soit libéral ou démocratique ne serait donc pas indépendant sinon en étroite dépendance avec ces derniers. Le conflit social se produirait justement ici, car le choix d'une forme d'État en relation avec un intérêt particulier en exclurait l'autre et vice-versa.

Ce choix détermine également qu'une vision démocratique s'impose sur son contraire et à travers des lois et des procédures, qu'elle s'étende à la « totalité » sociale pour déterminer ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. L'État se dévoile

ainsi être le support d'un trait particulier : il rend universel ce qui est particulier. Autrement dit, un intérêt particulier sera présenté, à travers l'État, comme étant celui de la société tout entière. Ce qui donnerait une relative « homogénéisation » structurelle. Ce fait expliquerait pourquoi la société, en dépit de sa complexité croissante, garde presque toujours la même direction et que le jour où elle change, c'est parce que d'autres intérêts ont pris la relève. Alors, l'État souffre une mutation pour s'adapter aux temps nouveaux.

Ce sont ces paramètres qui délimiteraient l'activité politique des individus. Ici, les deux grandes visions sur la démocratie se concrétisent et mesurent leur capacité d'influence à travers une lutte aiguë pour établir l'hégémonie d'un paradigme sur l'autre. Les défenseurs d'une démocratie procédurale ou d'une démocratie substantielle<sup>1</sup> s'affrontent et mettent au centre de leur dispute leurs différentes conceptions d'État, de collectivité et d'individu. Ces dynamiques expliquent-elles le cas du Venezuela ?

## 2. Contexte de la problématique

La démocratie au Venezuela est, comme partout ailleurs en Amérique latine, en crise. Toutefois, pour ce pays, celle-ci semble avoir un contenu différent si on la compare, par exemple, aux autres crises régionales. Dans cette optique, Jennifer McCoy et William Smith soutiennent que la politique contemporaine au Venezuela est confrontée à des défis qui ne sont pas ceux de la transition ni ceux de la consolidation démocratique comme c'est le cas ailleurs dans la région. Plutôt, la crise vénézuélienne trouverait sa source dans une incapacité des élites au pouvoir de réinventer la démocratie, dans un pays où les institutions établies sont affaiblies et en perte de légitimité. La crise politique au Venezuela serait ainsi particulière, mais simultanément à cause de ces derniers aspects, elle s'insérerait aux autres crises politiques latino-américaines et partagerait leurs dilemmes. Pour ces auteurs, dans le contexte latino-américain, cette crise régionale s'explique par des changements socio-économiques importants qui sont communs à toutes les sociétés latino-américaines : la décomposition du « Estado centrico » (1995, p. 18), ou État développementaliste fortement interventionniste et dominant dans la région jusqu'aux années 70<sup>2</sup>. Au Venezuela, comment cet État fonctionnait-il ?

<sup>1</sup> Les deux concepts de la démocratie sont énoncés de manière différente par les différents auteurs, mais la problématique de base reste la même. C'est ainsi que « Fernando Henrique Cardoso a distingué « la démocratie comme valeur et la démocratie comme mécanisme », ou encore – d'après Norberto Bobbio - « la démocratie formelle et la démocratie substantielle ». Et c'est dans une perspective identique que Claus Offe a opposé « la démocratie comme véhicule de progrès » au « modèle libéral de la démocratie procédurale » (Hermet, 1993, p. 23).

<sup>2</sup> Pour l'Amérique latine, selon William Glade, l'État développementaliste était le foyer de la souveraineté et la base du développement (2000, p. 44). D'après Goran Hyden (1997), « The role of the state during that period was perceived to be expansive and interventionist. Keynesian economics reigned in the minds of politicians and experts alike » (1997, p. 248). Ces directives macro-économiques étaient légitimées par des politiques de redistribution. Pour les secteurs menacés par les

### 3. Le pacte politique de « Punto Fijo » de 1958

Cette date semble inaugurer un moment exceptionnel pour la démocratie au Venezuela. C'est à cette époque que le consensus a été possible grâce à un accord politique entre les élites : c'est-à-dire les partis politiques (AD et COPEI), le secteur privé (Fedecameras) et les travailleurs organisés dans la CTV (Confédération des travailleurs du Venezuela). Cette entente a produit un fait particulier : les partis politiques ont réussi à consolider leur position en incorporant sous leur influence, à travers une politique fondée sur le « clientélisme », les diverses structures de la société où ils avaient, grâce à la rente pétrolière, une marge de manœuvre importante (Molina et Baralt, 1998, p. 36). C'est à travers ces processus, comme l'observe Michel Coppedge, qu'au Venezuela, les partis politiques principaux ont réussi à pénétrer et à obtenir le contrôle des sociétés privées (cité par Jimenez, 1999, p. 37). Par ce biais, ils étaient les uniques médiateurs entre les citoyens et l'État et les différents secteurs sociaux obtenaient des bénéfices en fonction de leurs services prêtés (Molina et Baralt, 1998, p. 36).

Ce pacte politique allait rentrer dans un processus de congélation où le système des partis caractérisé par une extraordinaire capacité de mobilisation et de consensus est devenu, avec le temps, un système qui privilégiait surtout les acteurs politiques du schème originel de 1958 (McCoy et Smith, 1995, p. 21). Le pacte de « Punto Fijo » est donc devenu excluant et au service exclusif des élites. Le statu quo vénézuélien n'était, en conséquence, que la dérivation de cet état de choses. C'est ce système politique qui, peu à peu, allait sombrer dans un processus de désagrégation profonde. Comment cette dynamique s'est-elle développée?

### 4. Crise du pacte de «Punto Fijo»

Au Venezuela, l'an 1998 marque la fin du modèle politique de « Punto Fijo ». Cette date signifie également la fin d'une époque qui a permis à ce pays l'équilibre, la stabilité politique et une relative paix sociale : situation qui contrastait fortement avec celle qui se produisait dans les pays voisins. L'expérience démocratique vénézuélienne représentait un cas à part. Elle était vue comme un modèle réussi d'une « démocratie de partis » : statut qui se confirmait périodiquement avec chaque élection. Ce modèle se caractérisait par des gouvernements forts et des parlements contrôlés par un bipartisme qui obstruait les possibilités de participation d'autres forces politiques. Il y avait ainsi, au Venezuela, une structure politique où le parti au pouvoir tenait une opposition, qui, selon une proposition de Juan Linz, serait une « opposition fidèle ». Celle-ci, étant donné une stricte et régulière alternance,

---

bouleversements économiques, ces interventions de l'État permettaient, plus ou moins, leur intégration dans l'espace national.

partageait avec l'équipe gouvernante en place la responsabilité de maintenir le projet démocratique, lequel se montrait, jusqu'à tout récemment, sans fissures et très solide (Jimenez, 1995, p. 35-36).

Le parti au pouvoir et une opposition politique fidèle qui alternaient régulièrement dans la conduction de l'État ont créé une structure de pouvoir qui a passé par différentes étapes. La première est celle qui va de sa fondation en 1958 jusqu'à 1973 : c'est l'étape de la centralisation politico-administrative impulsée par l'État. Une deuxième étape va de 1973 à 1988, période dans laquelle le bipartisme s'oriente vers le pouvoir des partis (la partidocratie). Leur but est ici d'obstruer d'éventuels perturbateurs tant internes qu'externes du système. Cette étape confirme, également, le processus d'identification des programmes politiques des deux partis principaux (Idem, p. 37).

Ce modèle commence à se désintégrer en 1988 avec le deuxième mandat de Carlos Andres Perez qui entame le démantèlement du monopole des partis. Pour ce faire, ce président, afin de concrétiser son programme politique, néglige son parti (le AD) et opte, en s'appuyant sur une équipe de travail d'orientation technocratique, pour les politiques économiques néolibérales. Rafael Caldera (un fondateur du COPEI) confirme la crise évidente du bipartisme en fondant son propre mouvement qu'il appelle « Convergence ». De cette façon, il essaie de redonner une nouvelle image de la politique. Caldera critique les positions néolibérales de Perez et offre un modèle alternatif de développement. Avec ces promesses, en 1993, il obtient la victoire électorale (Ellner, 1998, p. 126).

Le gouvernement de Caldera n'est pourtant que la continuation de celui de Perez et, pour conserver le pouvoir, il continue à s'appuyer sur le bipartisme et sur le Parlement. Caldera intensifie la crise et commet une série d'erreurs qui seront identifiées par les citoyens comme le produit d'une classe politique négligente et en décadence en qui ils ne font plus confiance. C'est ainsi que se produit la rupture entre eux et la classe politique.

Comment la compréhension de cette scission peut-elle être approfondie ? Il existe à notre avis, un moyen : il faudra comparer la décomposition du système politique vénézuélien à celle qui se produit en Amérique latine.

## **5. De la désillusion à la recherche active d'une alternative politique**

Précédemment, nous avons soutenu qu'il existait au Venezuela une structure de pouvoir fortement centralisée où le monopole des partis et le clientélisme étaient les pivots du statu quo. Postérieurement, ce dernier a sombré dans un processus de décomposition qui, concrètement pour le Venezuela, signifie la perte de légitimité des élites politiques dominantes. En Amérique latine, cette situation ne semble pas

être l'exception, mais plutôt un phénomène très répandu. Comment peut-on comprendre ce contexte de crise ?

En Amérique latine, comme plusieurs auteurs l'ont signalé (Santiso, 1997, Weffort, 1992, Przeworski, 1986, Cohen, 1994), il se produit, à l'exception notable de Cuba, un processus de transition démocratique. Par cette voie, la région a passé des dictatures militaires aux régimes démocratiques. Concrètement, à travers ces dynamiques, le sous-continent a passé d'une structure centrée sur l'État développementaliste d'inspiration keynésienne à une autre, centrée cette fois-ci, sur le marché<sup>3</sup>. Les dictatures militaires, qui se sont répandues dans toute la région pendant la période des années soixante et soixante-dix, n'ont eu que le rôle suivant : gérer à travers la terreur d'État le démantèlement de l'État développementaliste<sup>4</sup>. Elles ont ainsi décapité toute opposition civile<sup>5</sup>. Peu à peu, cette dernière a accepté, à travers des pactes politiques, l'installation ou la réinstallation de la démocratie dans la région<sup>6</sup>. Au Venezuela, comment ce processus s'est-il réalisé ?

Selon Molina et Baralt (1998), dans ce pays, l'État d'inspiration keynésienne a permis des libertés politiques et civiles et créé, également, une culture de consensus

---

<sup>3</sup> Pour la région, les processus simultanés de libéralisation politique et libéralisation économique ont eu un impact bien déterminé que Felipe Agüero analyse ainsi : « Democratisation imported noteworthy changes, [...] (Cependant), These changes have been accompanied by equally momentous transformations in the economies and the international relations of Latin America [...] Economic reforms have enhanced the role of the market via dérégulation, privatization, and trade liberalisation. Case by case, at varying rythms, these reforms have been sealing the fate of the developmentalist state that prevailed in the past... (1998, p. 1 ) ».

<sup>4</sup> Pour Petras, les défaites populaires de la période 1960-70 s'étaient ainsi : pour le Brésil en 1964, pour la Bolivie en 1971, pour le Chili et l'Uruguay en 1973, pour l'Argentine en 1976, etc. Tous ces revers furent suivis d'une guerre prolongée à travers laquelle la classe capitaliste a repris le contrôle de l'État et a commencé à démanteler les programmes sociaux construits tout au long des deux décennies par les régimes précédents. Ils ont ainsi éliminé la législation de travail progressiste, privatisé et dénationalisé les entreprises publiques, réduit les salaires et les avances en matière de réforme agraire. Pour compléter sa victoire, continue cet auteur, la classe capitaliste et son pouvoir militaire se sont alliés aux multinationales des Etats-Unis, à son État impérial, à la Banque Mondiale et au Fond Monétaire International pour propager le néolibéralisme, comme l'unique programme politique, économique et social dans la région (2000(2), p. 2).

<sup>5</sup> Selon Esteban Cuya, le pouvoir militaire s'installe en Amérique latine, entre autres, ainsi : en 1954 au Paraguay, en 1964 au Brésil, en 1968 au Pérou, en 1972 en Uruguay et en 1973 au Chili. Pour cette raison, le sous-continent a rendu « célèbres » les noms des généraux Alfredo Stroessner, Rafael Videla, Augusto Pinochet, le colonel Hugo Banzer et le civil José Maria Bordaberry. Ces noms sont associés à d'innombrables atrocités et violations des Droits de l'Homme. Dans d'autres pays, soutient Cuya, des gouvernements démocratiquement élus ont été soumis à la tutelle militaire comme il a été le cas en Uruguay, au Guatemala, au Salvador et au Honduras (1996, p. 1).

<sup>6</sup> Pour Guy Hermet (2001), le pacte des élites politiques a été à la source d'une contradiction blessante observée durant la sortie des dictatures militaires et l'exigence de justice. Face à cette contradiction, les élites de la région ont choisi la sortie pragmatique et ont déclenché les transitions démocratiques qui furent en réalité rarement démocratique(s) dans leur mise en œuvre, régie en général, d'après cet auteur, par des accords formels ou informels entre les « démocrates » et les forces armées.

parmi la population. Cette dernière s'identifiait ainsi à un système démocratique respectueux de sa liberté et qui la protégeait dans ses droits (sociaux y compris). Ce système où l'économique, le politique et le social étaient, comme d'ailleurs partout en Amérique latine, étroitement liés, allait être profondément transformé.

Ce processus a été entamé en 1989 par Carlos Andres Perez et poursuivi par Rafael Caldera en 1993 dans son deuxième mandat. Tout de suite après que Perez a annoncé l'application des mesures néolibérales, il se produit le « caracazo » (José Molina et al, 1995). Les masses se sont alors opposées à son programme politique en manifestant dans les rues. En Amérique latine, comme il a été déjà expliqué, le démantèlement de l'État keynésien a été le produit des dictatures militaires. Au Venezuela, ce rôle redoutable fut exécuté par des partis et par des personnalités politiques historiquement identifiés à la démocratie. C'est pourquoi, avec la crise de leur projet d'inspiration néolibérale, ils ont également entamé la crise généralisée du système démocratique qu'ils avaient eux-mêmes fondé. Rappelons ici qu'au Venezuela existait un monopole de partis politiques, c'est-à-dire qu'ils contrôlaient l'État et la société civile. C'est donc tout à fait compréhensible que leur crise ait provoqué la crise structurelle du système. Laquelle a, à son tour, ouvert la porte à d'autres forces politiques qui poursuivent un seul objectif : la rénovation du statu quo vénézuélien.

## **6. Le contexte politique avant l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez**

En janvier 1989, Carlos Andres Perez assume pour la deuxième fois la présidence de la république et pour faire face à la crise, il adopte des mesures économiques sévères d'ajustement restrictif à l'intérieur d'un schème économique néolibéral. L'application de ce programme a provoqué une « rébellion populaire » le 27 et le 28 février 1989 lorsque se déchaîne une vague de pillage, de violence et de mort sans précédents dans l'histoire récente du pays. A partir de ce moment, la pauvreté commence à augmenter et les classes moyennes s'enfoncent dans une perte de bénéfices (José Molina et al, 1995, p. 146, 147).

Tout au long de 1993, témoigne Heinz Sonntag (1998), la grande majorité des Vénézuéliens percevaient que la démocratie au Venezuela avait un avenir incertain, mais ils ne le regrettaient pas. Cette majorité ne croyait pas dans le Congrès, se méfiait du Conseil Suprême électoral, voyait dans les partis politiques non des acteurs politiques fondamentaux du système démocratique, sinon des appareils éloignés des citoyens. Leurs leaders étaient vus comme des mafias ou des « castes » dont l'unique objet était de se perpétuer au pouvoir pour maintenir leurs privilèges à travers le monopole du pouvoir politique. Même l'État, autrefois vu comme le grand protecteur par sa fonction de distributeur de la rente pétrolière, était remis en question à cause de son incapacité à répondre aux demandes des citoyens. Ces tendances de dissolution de l'espace politique ne trouvaient pas de contrepoids en une société civile forte. C'était tout le contraire : cette société civile, surgie pendant

les années 70 et 80, avait succombé face aux effets dissolvants de la globalisation sur les acteurs collectifs traditionnels et la montée galopante de l'individualisme, qui est sous-jacente à ce modèle de politiques d'ajustements réalisées en 1989 jusqu'au milieu de 1993. Le résultat fut une apathie généralisée.

Pour Sonntag (1998, p. 20), également, pendant que l'espace politique du Venezuela se dissolvait, aucune classe sociale, aucun groupe ou secteur était capable d'agir collectivement : les acteurs politiques se divisaient, la société s'atomisait et l'individualisme s'approfondissait. En parallèle à ces processus, il y a eu une crise financière aiguë, provoquée par la faillite d'une importante banque du pays, ce qui a obligé Caldera à réaliser une intervention de sauvetage de plusieurs milliers de dollars, l'équivalent à 10% du PIB (Lander et Maya, 1999, p. 6). Ceci s'est passé au moment où un important secteur de banquiers et d'exécutifs ont été signalés comme une bande de simples délinquants (Sonntag, p. 22).

Au plan social, le gouvernement de Caldera n'a pas réussi, selon Lander et Maya, à surmonter les graves problèmes qui se sont accumulés au cours des dernières deux décennies et qui se sont approfondis pendant la période 1989-1996 avec les mesures d'ajustement structurel. Sous son régime, l'inflation a grimpé à 800%, laquelle a été la plus élevée de la période constitutionnelle connue. En juin 1997, sur un total de 4 740 250 foyers, 2 122 016 se trouvent en situation de pauvreté : parmi ces derniers, 895 542 se situent en situation de pauvreté extrême. Cela veut dire que 44,76% des foyers vénézuéliens n'avaient pas les revenus nécessaires pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, et 18,89% des foyers n'arrivaient pas à couvrir leurs besoins alimentaires. Le programme vénézuélien d'Action Éducation en Droits Humains calcule que, pour l'année 1998, 15% des Vénézuéliens se trouvent en situation de pauvreté extrême, ce qui signifie qu'au Venezuela, il y a des personnes qui vivent en situation d'indigence et sont exclues de toute politique sociale. Le marché du travail donne les indices suivants : le chômage ouvert est situé à 10% et la moitié de la population économiquement active travaille dans le secteur informel. Selon d'autres indices sociaux, entre 1993 et 1997, la mortalité due à la malnutrition a doublé pour se situer la dernière année à 993 pour chaque 100 000 habitant. Les services publics, comme l'éducation et la santé, se sont détériorés ; 70% des étudiants qui arrivent à l'école primaire ne finiront pas leur neuvième année; sur 10 étudiants qui arrivent à l'université, 8 proviennent de l'école privée. Dans les zones où la pauvreté est la plus aiguë, la mortalité infantile est 2,5 fois plus élevée que le taux national (1999, p. 7).

Au Venezuela, la corruption, la pauvreté et l'apathie politique s'approfondissaient et les élites traditionnelles étaient impuissantes vis-à-vis ces nouveaux défis. En conséquence, le consensus politique s'effritait et le pays entrait dans une nouvelle étape, à laquelle ces mêmes élites n'ont pas eu la capacité de s'adapter en offrant des alternatives viables. Au contraire, elles donnaient le spectacle, comme Sonntag (1998) l'observe, de s'accrocher au pouvoir uniquement

pour satisfaire leurs intérêts égoïstes. La classe politique et les partis politiques furent donc rejetés, puisque les électeurs ne voyaient en eux que des institutions et des personnages dépassés par les événements et trop usés.

Le projet politique initié en 1958 est donc entré dans une crise profonde qui s'est, simultanément, associée à une autre : celle du néolibéralisme. Succession de crises qui ont permis les conditions historiques pour l'apparition des nouveaux acteurs politiques. Pourtant, le Venezuela, faisant partie de l'Amérique latine, fait également partie de quelque chose qui peut bien s'appeler « une transition dans la transition », où des nouveaux mouvements sociaux essaient de rationaliser et d'articuler des alternatives à la crise démocratique du néolibéralisme. La région se trouve ainsi en pleine mouvance anti-néolibérale.

## **7. Hugo Chavez et le courant anti-néolibéral régional**

Le modèle d'inspiration néolibérale instauré par Andres Pérez et qui a été perpétué par Rafael Caldera a été accepté au Venezuela, comme un peu partout en Amérique latine, comme étant l'unique chemin à suivre puisque, selon le premier, il n'y avait pas d'alternative (Ellner, 1998 p. 126). No choice, comme Margaret Tacher, une des inspiratrices de ce paradigme, aimait dire (Anderson, 1996)<sup>7</sup>.

Pour l'Amérique latine, la mise en place de ce programme économique, politique et social signifiait la privatisation des ressources de l'État, son retrait des programmes sociaux et la libéralisation du marché<sup>8</sup>. L'État devait donc se réduire au minimum et le marché prendrait la relève. Ce choix était présenté comme la formule gagnante : celle par laquelle l'Amérique latine allait surmonter ses problèmes de sous-développement et réussirait à intégrer un jour, par la voie royale, le « Premier Monde ».

En Amérique latine, le marché et ses mécanismes libérés<sup>9</sup> devenaient la découverte majeure et par le fait même, les gagnants et perdants de la société seraient

---

<sup>7</sup> Pour Fukuyama, « Au fur et à mesure que l'humanité approche de la fin du millénaire, les crises jumelles de l'autoritarisme et du socialisme n'ont laissé en lice qu'un seul combattant comme idéologie potentiellement universelle: la démocratie libérale, doctrine de la liberté individuelle et de la souveraineté populaire » (1992, p. 67).

<sup>8</sup> Pour les néolibéraux, le marché est une sorte de prémisse hautement normative dont les principes choisis sont : « le libre-échange, l'idéologie de l'État minimum et l'absence de considérations politiques et sociales au cœur de l'analyse économique » (Hibou, 1998, p. 104). Cette exclusivité du marché pour penser la totalité des phénomènes sociaux est développée par Ignacio Ramonet (1992), sous la notion de « La pensée unique ».

<sup>9</sup> D'une perspective plus globale, Ake témoigne de ces dynamiques dans les termes suivants : Already, liberal theory privileged the market over the state, studiously prohibiting the state from being an entrepreneur to avoid giving it any financial independence and positing that the less the state is present and active the better. But now the status of the market is higher still, something close to a

sanctionnés uniquement par leurs lois, c'est-à-dire par celles de la concurrence. Selon Castaneda (1996), Boron (1998) et Santiso (1999), ce modèle a été appliqué dans cette région du monde avec une frénésie surprenante où tous les moyens ont été justifiés<sup>10</sup>.

Ce modèle a donné des résultats concrets : pourtant, ils sont loin des succès escomptés. En réalité, ce qu'il a généré, un peu partout, ce sont ces gouvernements affaiblis, discrédités et qui ont provoqué la perte de crédibilité dans la démocratie (Boron, 1998)<sup>11</sup>. Il se produit ainsi une scission entre ces régimes d'une part, et les électeurs d'autre part, qui ne trouvent, dans leur agenda politique, aucune issue à leurs demandes<sup>12</sup>. Cependant, selon Munck et Palermo (1998), cette séparation entretient un fait douteux: l'entente entre ces gouvernements et les hommes d'affaires dont la corruption pointe comme la jonction de leur connivence<sup>13</sup>. Il y a eu

---

global theology. The market loms so large it effectively subsumes society as well. Market society is no longer simply a metaphor, or an analytic concept. It is a living reality (1997, p. 287).

<sup>10</sup> Perry Anderson peut nous faire comprendre en quoi consistaient ces processus et les moyens utilisés. D'après son approche, les démocraties d'inspiration néo-libérale se sont amorcées ainsi : « en 1988 au Mexique à l'arrivée de Carlos Salinas de Gortari. Il se prolonge avec l'élection en 1989 de Carlos Menen en Argentine et avec le début de la seconde présidence de Carlos Andrés Pérez au Venezuela la même année, puis, enfin, avec l'élection d'Alberto Fujimori à la présidence du Pérou en 1990. Aucun de ces gouvernements n'a fait connaître à la population, avant d'être élu, soutient-il, le contenu des politiques qu'il allait appliquer. Menen, Perez et Fujimori, au contraire, avaient promis exactement l'inverse des mesures antipopulaires qu'ils appliqueront au cours des années 90 » (p. 8). En outre, ces gouvernements ont également réussi à s'imposer, d'après cet auteur, grâce à « l'existence d'exécutifs concentrant un pouvoir écrasant. Cela a toujours existé au Mexique grâce au système du parti unique, le PRI. Par contre, Menen et Fujimori ont dû innover en instaurant des législations d'urgence, des réformes constitutionnelles ou en montant des auto-coups d'État » (1996, p. 9).

<sup>11</sup> Petras, Whitehead et Lechner peuvent nous expliquer les causes de cette crise. Dans l'ordre proposé, ils expliquent qu'en Amérique latine, les détenteurs du pouvoir réel tant économique que politique ont permis des élections lorsqu'ils se sont assurés que « during the transition formal alternation was codified (et) substantive alternation was de facto eliminated » (Petras, 1998, p. 1). « This observation either leads to the drastic conclusion, explique Whitehead, that the region's new democratic leaders are totally insulated from the social aspirations of their constituents... » (1998, p. 4). « By focusing primarily on the relationship between the state and market, observe Lechner, the relationship between the state and society falls from view. An overvaluation of the economic responsibilities of the state, however, results in a severe disregard for other dimensions of state activity (1998, p. 24-25).

<sup>12</sup> Willian Glade peut nous faire comprendre comment se produit l'exclusion de ces intérêts : « the orthodox corrective programs of the 1970s, came in, explique-t-il, for bitter criticism ». Puisque ces programmes ont réveillé une « antipathy toward IMF-inspired adjustment policies and a suspicion that the business sector, the clearest beneficiary of interventionism in most cases [...] is somehow poised to take advantage of austerity and adjustment programs in promoting its own somewhat exclusionary version of the national projet (2000, p. 44).

<sup>13</sup> D'après Munck et Palermo, en Amérique latine, il se produit entre les gouvernements et les électeurs un « court-circuitage, et par conséquent la perte de prestige et l'affaiblissement d'institutions fondamentales de la démocratie comme l'assemblée et les partis politiques, tout en permettant aux

donc entre les électeurs et ces politiciens un court-circuit qui, pour les premiers, est devenu une recherche active pour trouver une alternative au modèle néolibéral dominant. En Amérique latine, il semble exister ce qui pourrait bien s'appeler une vague anti-néolibérale.

En effet, si nous observons le panorama politique régional, ce qui attire notre attention, c'est cette montée en force des gouvernements ou de candidats politiques qui offrent des alternatives aux gouvernements d'inspiration néolibérale. Lula au Brésil, Kirchner en Argentine et Tavaré Vazquez en Uruguay signalent, d'une forme ou d'une autre, ce nouveau courant politique dans la région. La phénoménologie de ces processus semble être la suivante : étant donné que les gouvernements néolibéraux ont provoqué, en peu de temps, de grands bouleversements socio-économiques et amené la démocratie vers un état de paralysie<sup>14</sup>, ils ont forgé, en contrepartie, de nouveaux mouvements sociaux qui, dans leur opposition au néolibéralisme, ont innové les formes d'organisation et de mobilisation collectives. Comme un produit de ces dynamiques, de nouveaux dirigeants sont apparus et ce sont eux qui essaient de donner un sens et des objectifs à atteindre à ces luttes. Hugo Chávez et son mouvement politique semblent s'insérer à l'intérieur de ces nouvelles tendances politiques dans la région. Pourquoi les forces politiques traditionnelles ont-elles du mal à les accepter ?

## **8. Hugo Chávez et sa révolution bolivarienne**

Hugo Chávez proclame la révolution bolivarienne et met au centre de son programme politique la conception d'une démocratie substantielle qu'il oppose à la conception, pour lui, trop formelle des élites traditionnelles. Pour la concrétisation de ses objectifs, il appelle la participation directe des exclus, promet une redistribution de la richesse et la protection des ressources nationales vis-à-vis des corporations étrangères. Selon Hugo Chávez, ces grands processus se réalisent dans un contexte qu'il analyse ainsi : « Nous sommes en train de vivre, soutient-il, à la fois, une mort et une naissance. La mort d'un modèle usé, épuisé, détesté ; et la naissance d'un nouveau cours politique, différent, qui porte l'espoir d'un peuple. Le vieux tarde à mourir, et le neuf n'a pas encore pris ses marques, mais cette crise accouche d'une révolution ».

---

élites de plus en plus puissantes du monde des affaires d'exercer une influence indue et souvent corruptrice sur des élites gouvernementales... » ( 1998, p. 7).

<sup>14</sup> Guy Hermet (2001) observe ce contexte de crise dans les termes suivants : « Si la consolidation de la démocratie ne peut que combler nos vœux si elle prend vraiment figure de régime sans alternative imaginable pour les élites dirigeantes comme pour les masses latino-américaines, une question ne cesse pas de se poser y compris dans cette hypothèse. Les concepts de stabilisation ou de consolidation démocratiques revêtent-ils en effet toute la portée que les spécialistes lui ont prêtée ? Étant entendu que leur maladie pourrait être imperceptiblement lente, des démocraties qui se stabiliseraient ou se consolideraient en Amérique latine dans l'état assez formel qu'elles ont atteint il y a peu d'années ne seraient pas vouées à la paralysie, voire déjà moribondes ? »

Quelle est la nature de cette révolution ? « Outre la crise économique, explique le commandant Chávez, le Venezuela connaissait surtout une crise morale, éthique, à cause du manque de sensibilité sociale de ses dirigeants. Or la démocratie, ce n'est pas seulement l'égalité politique. C'est aussi, voire surtout, l'égalité sociale, économique et culturelle. Tels sont les objectifs de la révolution bolivarienne » (cité par Ramonet, 1999).

Il y a dans le discours de Chávez, une idée centrale qui se trouve à l'encontre du modèle qui, jusque là, était promu par les élites traditionnelles. Pour Chavez, ce modèle était usé, détesté, épuisé et fondé sur une conception de la démocratie qui respectait seulement l'égalité politique. Pourtant la démocratie est, selon sa vision, toute autre chose puisqu'elle devrait surtout atteindre l'égalité sociale, économique et culturelle. Le commandant Hugo Chávez établit ainsi une frontière entre la conception formelle de la démocratie et la conception substantielle. Dans cette dynamique, il pose cette contradiction comme une lutte entre l'ancien et le nouveau où « le vieux tarde à mourir, ... et le neuf » accouche d'une révolution. Le Venezuela vit ainsi un conflit social profond où, d'après sa vision des choses, il s'agit d'une guerre qui termine et d'une autre qui commence et, celle-ci est une rupture avec le passé (Harnecker, 2002(2), p. 17). Afin de transformer la vieille société et ouvrir la possibilité d'une autre, Chávez valorise, comme sujets historiques, les secteurs appauvris et exclus de la société vénézuélienne (Lander et Maya, 1999, p. 17).

Pour le Venezuela, Hugo Chávez représente un renouveau dans un environnement où la lutte idéologique, à cause de l'accord politique des partis traditionnels, était inexistante. Il s'agit ainsi d'un phénomène tout particulier : le « retour en force du politique ». Ceci signifie que, dorénavant, l'agenda politique du Venezuela sera composé de thèmes qui, d'après l'optique néolibérale des élites, étaient considérés comme dépassés et, également, comme du « populisme démagogique », et donc nécessairement anti-démocratiques (Cohen, 1994, p. 267).

Dans ce processus, à la suprématie du marché, comme stratégie globale d'organisation et de développement socio-économique, allait s'opposer le pouvoir régulateur de l'État. Pour Hugo Chávez, en paraphrasant Balibar (1992) tel que développé ci-dessus, on pourrait bien dire que la liberté centrée dans l'égalité juridico-politique n'est plus le paradigme principal, sinon qu'il privilège l'autre égalité, celle qui est centrée dans l'égalité économique et sociale, à laquelle il ajoute l'égalité culturelle des citoyens.

Ce changement de paradigme a également transformé en profondeur l'État. Ce processus politique a été entamé ainsi : « Élu une première fois le 6 décembre 1998, avec 56,2 % des suffrages, Hugo Chávez Frias est reconduit à la présidence du Venezuela le 30 juillet 2000 avec 59,75 % des voix, après avoir remis son mandat en

jeu. Entre-temps, les Vénézuéliens ont approuvé, par 88 % des suffrages, la mise en place d'une Constituante puis, par 71,4 % des voix, le texte constitutionnel, préparé par cette assemblée, qui a institué la Ve République » (Ramonet, 1999). Pour Hugo Chávez, ceci n'est que la première étape d'un processus plus profond (Harnecker, (2002(2)), c'est-à-dire d'une révolution, comme lui-même l'explique ci-dessus.

Hugo Chávez et sa stratégie de « refondation de la République » a donc inauguré ce que ci-dessus nous avons appelé le noyau d'une nouvelle hégémonie. Dans ce processus, les masses optent pour un nouveau bloc au pouvoir de manière active. Il s'érigerait ainsi, comme Hugo Chávez le décrit ci-dessus, une sorte de double pouvoir. Dans cette dynamique, l'ancien régime vis-à-vis des changements qu'il ne contrôle plus résiste à disparaître et le nouveau régime, quant à lui, n'a pas encore la puissance pour s'imposer. De là, la lutte, le conflit qui prolonge la crise. Cette dernière, nous la comprenons donc comme la confrontation profonde des deux programmes politiques qui affecte toutes les structures de la société<sup>15</sup>.

Au Venezuela, la révolution chaviste se dresse contre l'ordre établi par les élites au pouvoir depuis le pacte politique de Punto Fijo de 1958. La République bolivarienne fondée par lui n'est que l'expression d'une nouvelle conjoncture pour le Venezuela et synthétise une seule aspiration : fonder un État social dans ce pays (Ponceleon, 1998, p. 12). Ce projet que Hugo Chávez considère d'avant-garde repose sur la prétention de fonder au Venezuela une société qui allait privilégier le développement démocratique, nationaliste, anti-impérialiste et latino-américain (Steffan, 2003). L'État, avec ses lois, ses institutions et ses mécanismes de fonctionnement sont, ainsi, soumis à une réforme en profondeur. C'est contre cet état de choses que les anciennes élites se dressent et opposent une contre-révolution.

Dans cette lutte, les deux grands principes du paradigme démocratique se sont transformés en chair et en os et s'affrontent radicalement ; puisque c'est à travers eux que l'un et l'autre des opposants tente de justifier ses agissements et ses programmes politiques. Et, chacun de son côté, veut établir sa suprématie et l'imposer à l'autre. État libéral versus État démocratique ou social et vice versa se rencontrent ainsi dans un conflit historique profond où les passions et la haine débordent de tous les côtés<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> D'une perspective théorique, ce contexte de crise avait été déjà pressenti par Felipe Aguero (1998. P. 2), sous la notion de « fault lines ». Selon Atilio Boron, ce concept « In a heuristic politico-seismological metaphor, suggests that we should ask how deep, long, and wide are the faults underlying the « really existing democracies » of Latin America; how much pressure has accumulated underground; how severe are the disjunctures; and what is likely to happen a big earthquake or minor tremors ? (1998, p. 47).

<sup>16</sup> Ce conflit inhérent au paradigme démocratique sert à Atilio Boron pour questionner les tenants de la démocratie formelle en Amérique latine dans les termes suivants : si la démocratie est une simple et raisonnable procédure, pourquoi a-t-elle, se demande-t-il, réussi à allumer les passions et à réveiller de féroces résistances à travers son histoire marquée par des révolutions et des contre-révolutions, de sanglantes guerres civiles, des luttes populaires et de brutales répressions de toutes sortes. « Was all this drama- the drama of the West since Pericles'times- just the result of a simple *malentendu* ? »

## 9. Coup d'État et crise permanente

Le 11 avril 2002, les élites vénézuéliennes ont réalisé un coup d'État. Par cette voie, elles ont tenté de mettre un terme à « la République bolivarienne » instituée par Hugo Chávez. Le coup d'État a échoué grâce à la mobilisation populaire et à l'appui d'un secteur important de l'armée. Chávez a été ainsi réinstallé au pouvoir. Au Venezuela existerait donc un équilibre instable des forces politiques : d'un côté, les forces populaires qui exigent l'approfondissement de la « révolution bolivarienne » ; de l'autre côté, les élites dominantes qui la surveillent de près. Si Hugo Chávez n'approfondit pas la révolution bolivarienne, il s'aliène l'appui populaire. Au contraire, s'il la poursuit, les secteurs dominants pourraient provoquer une déstabilisation majeure du pays. En conséquence, on pourrait tenter de conclure qu'une issue, tout comme l'autre, annonce une « faille tectonique » (pour continuer avec la notion « fault lines » d'Agüero(1998) et de Boron (1998)) de grandes proportions pour ce pays. Quelle sera la fin de cette impasse ? La réponse, nous la laissons à l'histoire.

### Conclusion

Dans cette étude, nous avons tenté de dresser un cadre explicatif de la crise politique et du coup d'État au Venezuela. Pour ce faire, nous avons suivi un plan d'exposition qui avait comme idée centrale un fait que nous trouvons essentiel pour l'analyse : le paradigme démocratique est traversé par une antithèse profonde qui fonde deux écoles de pensée et deux sensibilités militantes. Nous savons ainsi que, pour quelques-uns, la démocratie n'est qu'une simple procédure institutionnelle, alors que pour d'autres, au contraire, elle a une portée historique et doit veiller à l'épanouissement personnel et collectif des citoyens. Il n'existe donc pas une démocratie, mais des démocraties qui partagent les points de vue et les aspirations des citoyens. La tension est, en conséquence, inhérente à ce paradigme qui, parfois, se trouve à l'état latent, parfois, en conflit ouvert. Le lieu par excellence de cette lutte est le pouvoir d'État puisque c'est à travers lui qu'un modèle de démocratie s'impose socialement.

D'une perspective méthodologique, cette découverte, c'est-à-dire celle de considérer le paradigme démocratique comme le porteur d'une antithèse profonde qui se trouve en conflit permanent, nous a été très utile pour comprendre la crise démocratique en Amérique latine et, en particulier, celle du Venezuela. Plus concrètement, cette considération nous a permis de sortir de la vision unilatérale de la démocratie telle que proposée par le paradigme néolibéral et ses souteneurs. Ce paradigme, selon nous, n'explique plus l'actuelle dynamique démocratique dans la

---

Wouldn't it be more reasonable to think instead that the implantation of democracy reflects a peculiar outcome...something that beyond an innocent procedural arrangement » (1998, p. 44).

région puisqu'il a inspiré des gouvernements de démocraties purement formelles qui, présentement, sont en crise profonde. Cela a, par la force des événements, provoqué la naissance de nouvelles forces politiques qui proposent maintenant des alternatives à ces régimes. Ces forces, comme on l'a vu, s'inspirent d'une conception substantielle de la démocratie.

Pour les fins de l'analyse, les deux pôles du paradigme démocratique ne peuvent plus être considérés comme séparés mais plutôt intimement liés dans un processus simultané que nous avons appelé de transition dans la transition. Ici, les forces politiques tentent de s'imposer l'une à l'autre dans une lutte aiguë. Pour nous, c'est dans cet encadrement théorique et méthodologique que réside l'originalité de notre étude.

Cette approche nous a été fort utile pour déchiffrer le conflit vénézuélien dans le sens suivant : au Venezuela, les élites dominantes traditionnelles avaient tenté de démanteler l'État développementaliste et, à sa place, installer un néolibéralisme de démocratie formelle qui, en fait, propose l'État minimal et laisse toute la place aux forces du marché. Ceci est, selon Bobbio (1996), une conception libérale de l'État qui voit son pouvoir et ses fonctions limités. À cette conception minimale de la démocratie, Hugo Chávez oppose sa conception de démocratie substantielle qui, concrètement, propose une redistribution de la richesse et où « le peuple participerait à la prise de décision grâce à un dialogue permanent avec le pouvoir » (Ponceleon, 1998, p. 9).

C'est avec cette conception substantielle de la démocratie que le président Hugo Chávez tente de légitimer son régime et d'écarter du pouvoir une « élite » qui faisait de la démocratie formelle la base de son programme politique. Des idéologies et des programmes politiques s'affrontent radicalement et tentent de frapper l'imaginaire politique populaire. Le but est, ici, de gagner son consentement actif et d'imposer l'hégémonie d'un paradigme sur l'autre. C'est à l'intérieur de ces paramètres que nous avons tenté de trouver les sources explicatives du conflit politique vénézuélien.



21 décembre 2005  
Mauricio Alfaro  
Publié le 02/01/06 sur Afrology.com

## Références Bibliographiques

### Références sur la démocratie et les transitions démocratiques en Amérique Latine

Aguero, Felipe. (1998), « Conflicting assessments of democratisation: exploring the fault lines », dans Felipe Aguero et Jeffrey Stark (dir.publ.) *Fault lines of democracy in post-transition Latin América*, North-South Center Press, pp. 1-21.

Aguero, Felipe. (2000), « Transition pathways : institutional legacies, the military, and democracy in South America », dans James F. Hollifield and Calvin Jillson (dir.publ.) *Pathways to democracy: the political economy of democratic transitions*, Printed in the United States of America on acid-free paper, pp. 73-93.

Ake, Claude. (1997), « Dangerous liaisons : the interface of globalization and democracy » Axel Hadenius (dir.publ.), *Democracy's victory and crisis*, Cambridge University Press, pp. 404-427.

Anderson, Perry. (1996), « Histoire et Leçons du Néo-libéralisme », *La gauche*, décembre, pp. 1-12. <http://www.lagauche.com/index/econo-1.html>

Balibar, Etienne (1992), *Les frontières de la démocratie*, Paris, Éditions La Découverte, 267 pages.

Bobbio, Norberto. (1996), *Libéralisme et démocratie*, Paris, Les Éditions du Cerf, 116 pages.

Bobbio, Norberto. (1998), *L'État et la démocratie internationale*, Bruxelles, Éditions Complexe, 275 pages.

Boron Atilio. (1998), « El fracaso y el triunfo del neoliberalismo », *Revista América Libre*, Nro. 10, pp. 1-10.

Boron, Atilio. (1998), « Faulty Democracies ? A reflection on the capitalist « fault lines » in Latin America », dans Felipe Aguero et Jeffrey Stark (dir.publ.), *Fault lines of democracy in post-transition Latin América*, North-South Center Press, pp. 41-67.

Boron, Atilio. (1998), « Quince anos despues : democracia e (in)justicia en la historia reciente de América latina », *LASA*, pp. 1-25.  
<http://136.142.158.105/LASA98/Boron.pdf>

Boron, Atilio. (1999), « El fracaso del noliberalismo », *Revista del Sur*, Enero-febrero, pp. 1-8. <http://www.ciber200.org.uy/revista.087-088/Tapa3.html>

Burton, Michael, Richard Gunther et John Hiley. (1992), « Elites and democratic consolidation in Latin America and Southern Europe: an overview », dans John Higley and Richard Gunther (dir.publ.), *Elites and democratic consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge University Press, pp. 41-67.

Cammack, Paul. (1994), « Démocratie et citoyenneté en Amérique latine », dans Alvarez, B. et Cammack, P. (dir.publ.), *Amérique latine démocratie et exclusion*, Jean-Marie Vincent (dir. publ.). Paris : Éditions L'Harmattan, pp. 101-121.

Chalmers, A. Douglas. (1994), « Why power contenders choose liberalization: perspectives from South America » dans Jorge I. Domínguez (dir.publ.), *Authoritarian and democratic regimes in Latin America*, Garland Publishing, Inc. New York & London, pp. 191-225.

Cohen, James. (1994), « La science politique face aux transitions démocratiques en Amérique latine », dans Alvarez, B. et Cammack, P. (dir.publ.), *Amérique latine démocratie et exclusion*, Paris : Éditions L'Harmattan, pp. 265-275.

Couffignal, Georges. (1994), « Démocratisation et transformations des États en Amérique latine », dans Daniel van Eeuwen (dir.publ.), *La transformation de l'État en Amérique latine*, Éditions Karthala, pp. 21-37.

Diamond, Larry. (1997), « Promoting democracy in the 1990s: actors, instruments, and issues », dans Axel Hadenius (dir.publ.), Cambridge University Press, pp. 311-371.

Domínguez, Jorge I. et Jeanne Kinney Giraldo. (1996), « Conclusion : Parties, institutions, and market reforms in constructing democracies », dans *Constructing Democratic governance: South America in the 1990s*, The Johns Hopkins Press LTD., London, pp. 3-41.

Espinal Rosario. (1995), « Democracia, Gubernalidad y Partidos políticos en América latina », dans Carina Perelli, Sonia Picado S. et Daniel Zovatto (dir.publ.). *Partidos y clase política en América latina*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos et Centro de Asesoría y Promoción Electoral IIDH-CAPEL, pp. 267-283.

Garretón, Manuel Antonio. (1992), « From authoritarianism to political democracy : a transition that needs rethinking ? », dans Luis Albala-Bertrand (dir.publ.), *Democratic Culture and Governance: latin America on the threshold of the third millennium*, Unesco-Hispanamérica for English version, pp. 21-35.

Glade, Willian. (2000), « On Markets and Democracy », dans James F. Hollifield and Calvin Jillson (dir.publ.), *Pathways to democracy: the political economy of democratic transitions*, Printed in the United States of America on acid-free paper, pp. 73-93.

- Hadenius, Axel. (1997), « Victory and crisis : introduction », dans Axel Hadenius (dir.publ.), *Democracy's victory and crisis*, Cambridge University Press, pp. 1-15.
- Hermet, Guy. (1993), *Culture et démocratie*, Paris, Éditions Albin Michel, Unesco, 242 pages.
- Hermet, Guy. (2001), « L'Amérique latine face à la théorie démocratique », *Cahiers du Gela.Is*, No. 1, pp. 11-30.
- Hibou, Béatrice. (1998), « Banque mondiale : les méfaits du catéchisme économique », *ESPRIT*, Août-Sept., pp99-133.
- Hydén, Gorän. (1997), « Democratization and Administration », dans Axel Hadenius (dir.publ.), *Democracy's victory and crisis*, Cambridge University Press, pp. 404-427.
- Kelsen, Hans. (1988), *La démocratie : sa nature, sa valeur*, Paris, Éditions Économica, 98 pages.
- Lechner, Norbert. (1998), « The transformation of politics », dans Felipe Aguero et Jeffrey Stark, *Fault lines of democracy in post-transition Latin América*, North-South Center Press, p. 21-41.
- Linz, J. Juan. (1997), « Some thoughts on the victory and future of democracy », dans Axel Hadenius (dir.publ.), *Democracy's victory and crisis*, Cambridge University Press, pp. 404-427.
- Macedo, Stephen. (2000), « Transition to what ? The social foundations of the democratic citizenship », dans James F. Hollifield and Calvin Jillson, *Pathways to democracy: the political economy of democratic transitions*, Printed in the United States of America on acid-free paper, pp. 53-73.
- Macpherson, C. B. (1976), *Le véritable monde de la démocratie*, Les Presses de l'Université du Québec, 75 pages.
- Macpherson, C. B. (1985), *Principes et limites de la démocratie libérale*, Montréal-Paris, Boréal Express, La Découverte, 149 pages.
- Munck, Gerardo et Palermo, Vicente. (1998), « La démocratie en Amérique latine : les acteurs sociaux, la représentation et l'État », *Sociologie et sociétés*, vol. XXX, n°1, printemps, pp. 1-15.
- O'Donnell, Guillermo. (1994), « Reflections on the patterns of change in the bureaucratic-authoritarian State », dans Jorge I. Domínguez (dir.publ.), *Authoritarian*

and democratic regimes in Latin America, Garland Publishing, Inc. New York & London, pp. 117-153.

Perelli, Carina et Zovatto Daniel. (1995), « Introduction : partidos, liderazgos y consolidacion democratica en América latina » dans Carina Perelli, Sonia Picado S. et Daniel Zovatto (dic.publ.), Partidos y clase politica en América latina, Instituto Interamericano de Derechos Humanos et Centro de Asesoria y Promocion Electoral IIDH-CAPEL, pp. XV-3.

Petras, James. (1997), « Alternativas al neoliberalismo », Tupamaros 116, noviembre, pp. 1-10. <http://fp.chasque.apc.org:8081/mln/Tupamaros/16-3htm>

Petras, James. (1998), « Continuismo in Latin America : Detour in the Democratic Transition » Binghamton University, summer, pp. 1-4.

Petras, James. (2000(1)), « Democracia y capitalismo. Transicion democratica o neoautoritarismo », Revelion, la pagina de Petras, pp. 1-9.  
<http://www.rebellion.org/petras/petras1904.htm>

Petras, James. (2000(2)), « El impacto politico y social del neoliberalismo », Revelion, la pagina de Petras, abril, pp. 1-11.  
<http://www.revelion.org/petras/impactoneo.htm>

Petras, James. (2000), « Globalisation et citoyenneté : dimensions sociales et politiques », La Gauche, pp. 1-5.  
<http://ocean.orcanet.net/h00178/lghebdo/2000/2000-35-04.html>

Przeworski, Adam. (1986), « Some problems in the study of the transition to democracy » dans Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter, and Laurence Whitehead (dic.publ.), Transitions from authoritarian rule: tentative conclusions about uncertain democracies, The Johns Hopkins University Press, pp. 47-64.

Ramonet, Ignacio. (1992), « La pensée unique », Le monde diplomatique, janvier, p. 1. <http://>

Sanchez Lopez, Georgina. (1993), « Stratégies politiques: choix et contraintes pour la démocratisation en Amérique latine », dans Georgine Sanchez Lopez (dic.publ), Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine, Paris : Éditions L'Harmattan, pp. 13-36.

Santiso, Javier. (1996), « Sobre la condition historica de los transitologos en América Latina y Europa Central y Oriental », Asociacion Nacional de Universidades e Instituciones de Educacion Superior, pp. 1-19.  
[http://www.hemerodigital.unam.mx/ANUIES/colmex/foros/149/sec\\_4.htm](http://www.hemerodigital.unam.mx/ANUIES/colmex/foros/149/sec_4.htm)

Santiso, Javier. (1997) « La démocratie incertaine : la théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine », Revue française de science politique, vol. 47, no. 6, pp. 970-993.

Santiso, Javier. (1999), « Du Bon Révolutionnaire au Bon Libéral », El Colegio de Mexico, octobre, pp. 1-40.

Schmitter, C. Philippe. (1997), « Exploring the problematic triumph of liberal democracy and concluding with a modest proposal for improving its international impact », dans Axel Hadenius, Democracy's victory and crisis, Cambridge University Press, pp. 297-311.

Stepan, Alfred. (1986), « Paths toward redemocratization : theoretical and comparative considerations », dans Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter, and Laurence Whitehead (dir.publ), Transitions from authoritarian rule: tentative conclusions about uncertain democracies, The Johns Hopkins University, pp. 64-85.

Valenzuela, Arturo. (2000), « External actors in the transitions to democracy in Latin America » dans James F. Hollifield and Calvin Jillson (dir.publ.), Pathways to democracy: the political economy of democratic transitions, Printed in the United States of America on acid-free paper, pp. 116-133.

Varas Augusto. (1998), « Democratization in Latin America : A Citizen Responsibility », dans Felipe Aguero et Jeffrey Stark (dir.publ.), Fault lines of democracy in post-transition Latin América, North-South Center Press, p. 145-175.

Weffort, C. Francisco. 1992. New democracies, which democracies ? Éditions, The Woodrow Wilson Center, 58 pages.

Whitehead, Laurence. (1998), « Notes on Some Troubled Democratizations, and Some Deficits in Social Justice », LASA, September, pp. 1-9.  
<http://136.142.158.105/LASA98/whitehead.pdf>

### **Références sur le Venezuela**

Abellard, Alain. (2002), « Entretien avec Jean-Michel Blanquer, directeur de l'institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) », Le Monde International, 3 p. <http://www.lemonde.fr/article/0,5987,3210—271194-,00.html>

Anon. (1999), « Between the caudillo and the democrat », The Economist, vol. 351, p. 39-40

Buxton, J. (1999), « Venezuela : degenerative democracy », Democratisation, vol. 6, pp. 246-270.

Cademartori, José. (2002), « Venezuela y los desaciertos de Petras », La Insignia, 14 avril, 2 p. [http://lainsignia.org/2002/abrilibe\\_061.htm](http://lainsignia.org/2002/abrilibe_061.htm)

Cameron, Maxwell et Flavie Major. (2001), « Venezuela's Hugo Chavez : Savior or treat to democracy », Latin American Research Review, vol. 36, pp. 42-65.

Cariot, Jean-Michel. (2002), « Washington et l'Amérique latine : retour de l'ère du soupçon » Le Monde. Fr <http://www.lemonde.fr/article/0,5987—272865-,00.html>

Castro, David Hernandez. (2002), « Prisa por el golpe », Rebelion, pp. 1-12. <http://www.rebelion.org/venezuela/davidh230502.htm>

Chavez, Hugo. (1998-1999), « Venezuela la révolution démocratique », Politique Internationale, Hiver No. 82, pp. 271-283.

Chavez, Hugo. (2002), « Chavez apoya que los trabajadores asuman el control de empresas en quiebra », Rebelion, 2p. <http://www.rebelion.org/venezuela/quiebra090902.htm>

Chavez, Hugo. (2002), « En Venezuela, « ni guerra civil ni dictadura » ; llama Chavez al consenso », La Jornada, 2p. <http://www.jornada.unam.mx/022n1mun.php?printver=1>

Chavez, Hugo. (2002), « Los golpistas neutralizados ; es imposible que triunfen en un nuevo intento », La Jornada, 2p. <http://www.jornada.unam.mx/027n1mun.php?printver=1>

Crist, B. et D. Levine. (1998), « Democratizing the democracy ? Crisis and reform in Venezuela », Journal of Interamerican Studies and World Affairs, vol. 40, pp. 27-61

Davila, Luis. (2001), « Nuevos tiempos, viejos procedimientos : elecciones y desarrollo político en Venezuela », Revista Europea de Estudios Americanos y del Caribe, No. 70, pp. 89-98.

Documento base para la discusion. (2002), « Movimiento V Republica : Consolidando la revolución », Rebelion, pp. 1-8. <http://www.rebelion.org/venezuela/mvr120902.htm>

Dos Santos, Theotonio. (2002), « Reflexiones sobre Venezuela », Rebelion, 2p. <http://www.rebelion.org/internacional/dossantos270402.htm>

El Siglo. « Hugo Chavez, el influjo de un lider », <http://www.el siglo.cl/1050/textos/01.html>

Ellner, Steve. (1996), « Democracia, tendencias internas y partidos políticos de Venezuela », Nueva Sociedad, No. 145, pp. 42-56.

Ellner, Steve. (1998), « Izquierda y política en la agenda política Venezolana » Nueva Sociedad, No. 157, pp. 125-137.

Facio, Carlos. (2002), « La idea de una nueva asonada en Venezuela se ha derrumbado, asegura ministro del Exterior », La Jornada, pp. 1-3.  
<http://www.jornada.unam.mx/026n1mun.php?printver=1>

Fernandez, José Manuel (asesor parlamentario de Izquierda Unida). (2002), « La participación de España y EE.UU. en el Golpe de Estado en Venezuela », <http://www.izquierda-nida.es/Actualidad/docu/2002/informegolpevenezuela.htm>

Gago, Verónica. (2002), « Chavez esta muy debilitado », Pagina 12, 2p.  
[http://lainsignia.org/2002/abril/ibe\\_089.htm](http://lainsignia.org/2002/abril/ibe_089.htm)

Harnecker, Marta. (2002(1)), « Entrevista a Hugo Chavez. El tránsito pacífico : un parto muy doloroso » 02-Parto Institucional 5 AGO2002.doc. pp. 1-20.

Harnecker, Marta. (2002(2)), « Hugo Chavez. Los militares en la revolución bolivariana », Militares en la Rev. Bolivariana 27 Junio 02. Doc. Pp. 1-33.

Hébrard, Véronique et Jemir Porras. (1999). « Hugo Chavez et la réinvention des traditions : chronique d'une montée au pouvoir », Recherches Internationales, No. 58, pp. 45-69.

<http://www.jornada.unam.mx/edito.php?printver=1> Jimenez, Alfredo. (1999), « Venezuela : El ocaso de una democracia bipartidista » Nueva sociedad, No. 161, pp. 35-46.

La jornada. (2003), « En 43 días, el sector petrolero venezolano ha sufrido pérdidas por más de 4 mil mdd », <http://www.jornada.unam.mx/2003/ene03/030114/037n1mun.php?printver=1>

Lander, Luis et Margarita Maya. (1999), « Venezuela : la victoria de Chavez, el polo patriótico », Nueva Sociedad, No. 160, pp. 4-19.

Lander, Luis. (2000), « La hegemonía amenazada » Nueva Sociedad, No. 167, pp. 15-25.

Lopez, Bernabe. (1999), « Dos puntos de vista sobre la Venezuela de Chavez : un nuevo modelo para el continente ? Política exterior, v. 13, pp. 19-33.

- Lopez, M. et L. Lander. (1999), « A military populist takes Venezuela », NACLA, Report on The Americas, vol. 32, pp. 11-15.
- Maingon, Thais. (2000), « La batalla por una nueva constitucion para Venezuela », Cuestiones politicas, No. 24, pp. 36-75.
- Maingon, Thais. (2002), « Venezuela. Sentencia del desastre ? », Nueva Sociedad, No 179, pp. 15-25.
- Martinez, T. (1999-2000), « Two hours with Hugo Chavez », Foreign-Policy, vol. 117, pp. 114-115.
- Maya, Margarita. (1996), « Nuevas representaciones populares en Venezuela », Nueva Sociedad, No. 144, pp. 138-152.
- McCoy, Jennifer et Willian Smith. (1995), « Desconsolidacion o reequilibrio democratico en Venezuela », Nueva Sociedad, No. 145, pp. 18-33.
- McCoy, Jennifer. (1999), « Peaceful Revolution », Current History, vol. 98, pp. 122-126.
- Moises, Naim. (2001), « The red story behind Venezuela's Woes », Journal of Democracy, No. 12, 2 Apr, pp. 17-31.
- Moises, Nain. (1999), « Le Venezuela de Hugo Chavez », Politica exterior, vol. 15, pp. 51-70.
- Molina, José Enrique et Carmen Perez. (1998), « Luces y sombras de la democracia venezolana. A 40 anos del 23 de Enero », Nueva sociedad, No. 154, pp. 34-42.
- NACLA. (2000), Venezuela's Redeemer ? NACLA, vol. 33, pp. 15-42.
- Norden, Deborah. (1998), « Democracy and military control in Venezuela : from subordination to insurrection », Latin American Research Review, vol. 33, pp. 28-40.
- Padgett, T. (1999), « Mystery man », New Republic, vol. 220, pp. 1718.
- Ponce, Guillermo. (2002), « En Venezuela, el protagonisme lo tiene el pueblo », El siglo, 5 p. <http://www.elsiglo.cl/1080/textos/02.html>
- Porras, Temir. (2000), « Les ambiguïtés de la « révolution bolivarienne », Problèmes d'Amérique latine, No. 39, pp. 3-23.
- Ramonet, Ignacio. (1999), « Chavez », Le Monde Diplomatique, Octobre, 2p. <http://www.monde diplomatique.fr/1999/10/Ramonet/12526>

- Rebellion. (2002), « Un dialogo por la inclusion social y la profundizacion de la democracia », Rebellion, pp. 1-8.  
<http://www.rebellion.org/venezuela/dialogo280502.htm>
- Romero, C. (1999), « Pacific Revolution », World-Today, vol. 55, pp. 24-25.
- Sader, Emir. (2002), « El nuevo chance de Chavez o el ultimo chance de Chavez », Rebellion, pp. 1-3. <http://www.rebellion.org/internacional/sader160402.htm>
- Salamanca, Luis. (1998), « Venezuela : la crise des partis politiques », Problèmes d'Amérique latine, No. 29. pp. 3-27.
- Sonntag, Heinz. (1998), « Venezuela. El dificil curso de la transition », Nueva Sociedad, No. 151, pp. 17-27.
- Stefanoni, Pablo. (2002), « Venezuela : entrevista con Guillermo Garcia Ponce : « no tenemos relacion con el FMI ni queremos tenerla », La insignia, 1 mai, 3 p.  
[http://lainsignia.org/2002/mayo/ibe\\_001.htm](http://lainsignia.org/2002/mayo/ibe_001.htm)
- Steffan, Heinz Dieterich. (2002), « Venezuela : un gobierno sin Estado », Rebellion, 2p. <http://www.rebellion.org/dieterich/dieterich170802.htm>
- Steffan, Heinz Dieterich. (2003), « Estado de sitio en Venazuela », Rebellion, 2p. <http://www.rebellion.org/dieterich/dieterich110103.htm>
- Stern, Babette. (2002), « Du « plan Bolivar », pour les plus démunis, à la cure d'austérité : des revirements dans une économie ballottée au gré du prix du baril », Le Monde. Fr <http://lemonde.fr/article/0,5987,3210—271391-,00.html>
- Vivas, Leonardo. (2001), « Why Chavez in Venezuela ? Fletcher Forum of World Affairs, vol. 25, pp. 109-114.
- Wajsman, Patrick. (1998-99), « Entretien Avec Hugo Chavez. Venezuela : La révolution démocratique », Politique Internationale, No. 82, pp. 30 45.